

MALI : Liste de surveillance de la catégorie 2

Le Mali est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes du travail forcé et de traite sexuelle. La traite interne est plus répandue que la traite transnationale, mais des garçons originaires de Guinée et du Burkina Faso sont également soumis au travail forcé dans les mines d'or artisanales et des femmes et des filles d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest sont victimes de la prostitution au Mali. Des femmes et des filles sont contraintes à la servitude domestique, à des travaux agricoles, à des tâches secondaires dans les mines d'or et elles sont également victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Des garçons sont soumis au travail forcé dans l'agriculture, les mines d'or artisanales et dans le secteur du commerce informel. Des hommes adultes et des garçons, principalement du groupe ethnique Songhaï, sont soumis à la pratique établie de longue date de la servitude pour dette dans les mines de sel de Taoudenni dans le nord du Mali. Certains membres de la communauté noire Tamasheq font l'objet de pratiques traditionnelles assimilées à l'esclavage qui viennent de la transmission héréditaire du rapport maître-esclave. Des garçons originaires du Mali et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest sont contraints par des *marabouts* (enseignants religieux) corrompus à la mendicité et au travail forcé au Mali ainsi que dans les pays voisins. Selon les rapports, des enfants maliens sont transportés au Sénégal et en Guinée pour y être soumis au travail forcé dans les mines d'or, et en Côte d'Ivoire où ils sont contraints de travailler dans des exploitations de coton et de cacao. Les Maliens et les autres Africains qui traversent le Mali en direction de la Mauritanie, de l'Algérie ou de la Libye dans l'espoir de se rendre en Europe, s'exposent au risque de tomber victimes de la traite des personnes. Des filles et des femmes maliennes sont victimes de la traite sexuelle au Gabon, au Liban, en Libye et en Tunisie. Selon des rapports, la corruption est généralisée dans l'ensemble des forces de sécurité et de l'appareil judiciaire.

Au début de 2012, des groupes extrémistes, rebelles et islamistes, ont envahi et occupé le nord du Mali. Depuis cette époque, plusieurs milices et des groupes pro-gouvernementaux ont recruté des enfants et les ont employés comme combattants.

Selon des rapports, ces groupes ont utilisé des enfants pour porter des fusils d'assaut, les affecter à des points de contrôle, garder des prisonniers et effectuer des patrouilles. Si la majorité des enfants associés aux groupes armés sont des garçons, certains rapports signalent que des filles peuvent elles aussi avoir été recrutées à des fins d'exploitation sexuelle et avoir été contraintes de se marier à des membres des groupes armés. Ces groupes armés auraient également contraint certaines familles à vendre leurs enfants. Bien que le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats aient diminué au cours de l'année visée par le présent rapport, les ONG et les organisations internationales estiment que de nombreux enfants sont encore associés à des groupes armés ; toutefois, l'accès restreint à certaines régions du pays, en particulier dans le nord où la présence gouvernementale est limitée, continue de faire obstacle à un état des lieux exhaustif.

Le gouvernement du Mali ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes mais il déploie des efforts importants pour le faire. Malgré ces efforts, il n'a pas fait la preuve qu'il avait dans l'ensemble accru ses efforts de lutte contre la traite des personnes par rapport à la période de référence précédente ; par conséquent, le Mali est placé sur la liste de surveillance de la catégorie 2 pour la troisième année de suite. Le pays s'est toutefois vu accorder une dérogation pour ne pas être rétrogradé en catégorie 3, son gouvernement disposant d'un plan écrit qui, s'il était mis en application, constituerait un effort appréciable pour satisfaire aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, et il s'est engagé à allouer des ressources suffisantes pour le mettre en application. Bien que les pouvoirs publics, en partenariat avec des ONG, aient identifié 48 victimes qu'ils ont orientées vers des services de protection au cours de l'année visée par le présent rapport, ils n'ont pas mené d'enquêtes, ni engagé de poursuites, ni prononcé de condamnations à l'encontre de trafiquants ; ils n'ont pas non plus fourni de services directs aux victimes de la traite et n'ont pas mené de campagne nationale de sensibilisation au phénomène.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU MALI :

Intensifier les efforts pour enquêter et engager des poursuites sur les infractions relatives à la traite des personnes, et condamner et sanctionner les contrevenants ;

avec fermeté, mener des enquêtes, poursuivre et, le cas échéant, condamner les responsables gouvernementaux coupables de complicité dans la traite des personnes ; informer et former de façon adéquate le personnel judiciaire au sujet de la loi de 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes ; dispenser une formation aux responsables de l'application des lois concernant les enquêtes relatives aux affaires de traite, l'identification de victimes parmi les populations vulnérables et l'aiguillage vers des services de protection ; poursuivre la mise en œuvre de programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion d'enfants ex-combattants qui tiennent compte des besoins spécifiques de ces enfants ; réunir le Comité national de coordination pour la lutte contre la traite des personnes et les pratiques associées et lui allouer des fonds ; affecter des ressources financières suffisantes afin de mettre efficacement en œuvre le plan d'action national de lutte contre la traite des personnes nouvellement adopté ; et intensifier les efforts de sensibilisation du public à la traite des personnes.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement du Mali a réduit ses efforts de répression de la traite des personnes. La loi 2012-023 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques associées interdit toutes les formes de traite des adultes et des enfants. Elle prévoit des sanctions de cinq à 10 ans de prison et un maximum de 20 ans de prison dans les cas avec circonstances aggravantes. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles prescrites pour d'autres crimes graves tels que le viol. Pour la troisième année de suite, le ministère de la Justice n'a pas distribué le texte de la loi de 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes aux personnels de l'appareil judiciaire et des forces d'application des lois, ce qui a maintenu le manque de connaissances et de compréhension de cet instrument parmi ces personnels. Les pouvoirs publics ont enquêté sur une affaire possible de traite des personnes, ce qui représente une diminution par rapport aux 13 enquêtes menées durant la période visée par le rapport précédent. Ils n'ont poursuivi en justice ni condamné aucun contrevenant à la législation sur la traite des personnes au cours de la période visée par le présent rapport. Le gouvernement n'a dispensé à ses fonctionnaires aucune formation spécialisée à la lutte contre la traite des personnes. Il n'a signalé aucune enquête, poursuite ou condamnation à l'encontre de fonctionnaires complices dans des affaires de traite des personnes.

PROTECTION

Le gouvernement a consenti des efforts minimes pour protéger les victimes de la traite. Les responsables du gouvernement et les ONG partenaires ont identifié 48 victimes de la traite contre 79 au cours de la période visée par le rapport précédent. Le gouvernement a fourni une aide minime aux victimes et a continué de s'en remettre à des ONG financées par des sources privées et à des organisations internationales pour leur fournir soins médicaux, refuge, soutien psychologique et aide financière. En dépit du fait qu'il comptait de façon appréciable sur les ONG, le gouvernement ne leur a fourni aucun soutien financier. Il n'a pas rapporté avoir identifié ni assisté les victimes de l'esclavage traditionnel dans les régions où celui-ci se pratique couramment ; cette absence d'identification reflète sa présence limitée dans ces régions. Il propose des solutions légales autres que l'expulsion des victimes vers des pays où elles seraient exposées à des représailles ou à des risques ; toutefois, toutes les victimes identifiées pendant la période visée par le rapport étaient originaires de pays membres de la CEDEAO, donc en mesure de rester au Mali.

Des groupes armés rebelles et des organisations terroristes ont continué de recruter et d'utiliser des enfants soldats durant la période visée par le présent rapport. Les autorités n'ont pas signalé de cas de recrutement d'enfants ni identifié d'enfants soldats au sein des forces armées maliennes. Toutefois, l'insuffisance des systèmes d'enregistrement des dossiers dans l'armée, associée à la possibilité d'obtenir facilement de faux actes de naissance, limitent l'aptitude à vérifier précisément l'âge des soldats maliens. Pendant la période visée par le présent rapport, avec l'aide d'organisations internationales et d'ONG, le gouvernement a, par l'entremise de la Direction nationale de la promotion de la femme et de la Direction nationale de la promotion de l'enfant et de la famille, réhabilité cinq enfants soldats âgés de 15 à 17 ans. Il n'y a pas eu de rapports alléguant que le gouvernement aurait détenu des enfants soldats durant la période visée par le présent rapport. Bien que le gouvernement ait adopté en 2013 un protocole interministériel exigeant que les enfants soldats libérés soient transférés dans des centres de réhabilitation au lieu d'être incarcérés, le manque de connaissances des personnels judiciaires et militaires et l'absence de directives claires d'application du protocole a fait obstacle au traitement systématique de ces enfants soldats. En

conséquence, certains enfants soupçonnés d'être des enfants soldats étaient en détention depuis 2013.

PRÉVENTION

Le gouvernement du Mali a réalisé des efforts minimes pour prévenir la traite des personnes. Il a adopté un plan d'action national de trois ans (2015-2017) pour combattre la traite et a présenté une demande officielle de budget pour en assurer la mise en œuvre. Le gouvernement n'a pas mené de campagnes de sensibilisation, d'ateliers ou d'activités de formation. La commission nationale chargée de la coordination des efforts de lutte contre la traite des personnes déployés par le gouvernement a été minimalement active au cours de la période visée par le présent rapport. Les inspecteurs du travail n'ont pas reçu de formation sur la lutte contre la traite des personnes et n'ont pas le pouvoir de réglementer le secteur informel où surviennent la plupart des cas de travail forcé. Le gouvernement n'a pas pris de mesures concrètes pour réduire la demande de travail forcé ou d'actes sexuels tarifés au Mali. Il n'a pas dispensé de formations ni émis de directives sur la lutte contre la traite des personnes à l'intention de son personnel diplomatique et de ses soldats de la paix déployés à l'étranger.